

Quand l'absurdité administrative se déchaîne en cascade



Article rédigé par Causeur, le 20 novembre 2020

Source [Causeur] Ou comment un vieux pays usé se suicide en confiant son destin à des ministres et des hauts fonctionnaires qui appliquent strictement et souvent de travers un invraisemblable principe de précaution, non seulement pour se dédouaner d'avance de leurs erreurs, mais également pour effrayer et culpabiliser leurs concitoyens.

Les meilleurs experts en économie dans les think tanks spécialisés y perdent leur latin. Ils nous disent qu'ils n'ont jamais vu une telle pagaille dans la façon de gérer un pays. Agnès Verdier-Molinié, qui dirige la fondation iFRAP : « Vos chaussettes sont trouées et vous avez besoin d'en acheter une paire rapidement ? Ce n'est pas essentiel. Vous avez envie de fumer ? C'est essentiel. De lire un bon livre ? Pas essentiel. Besoin d'un vêtement d'enfant en deux ans ? Essentiel. En trois ans ? Interdit. »

Nicolas Lecaussin, qui anime l'IREF : « Les livres me sont essentiels en ces temps de confinement, mon voisin préfère une bouteille de vin : pas de chance pour moi, les librairies sont fermées, mais tant mieux pour lui, les cavistes sont ouverts... Ma voisine, une vieille dame seule, recevait régulièrement une coiffeuse à domicile : interdit ! Et, allez dire à un croyant que l'office religieux est moins "essentiel" que la messe des journaux télévisés... »

Quant à Maxime Sbaihi, le directeur de GénérationLibre, il note que « dans un pays à l'orgueil normatif gonflé de 318 000 articles législatifs et réglementaires en vigueur, l'illisibilité et l'insécurité juridiques sont des maux bien connus [...] mais seule la France a osé étendre sa passion bureaucratique jusque dans nos vies quotidiennes en imposant de remplir un formulaire et demander une dérogation pour aller acheter sa baguette ».

Les Français ne savent plus où donner de la tête, tourneboulés qu'ils sont par une parole publique totalement controversée, éparpillée et démonétisée. Le dernier gros couac en date vient du président lui-même qui, dans son allocution radiotélévisée urbi et orbi du 29 octobre dernier, destinée à justifier le reconfinement, a déclaré ceci : « *Quoi que nous fassions, près de 9 000 patients seront en réanimation à la mi-novembre.* »

Pas de chance pour lui : Santé Publique France nous a donné le chiffre officiel au 15 novembre : ils n'étaient pas 9 000 ces pauvres patients en réanimation, mais deux fois moins, 4 880 pour être précis.

En matière d'imprévoyance, on aurait pu penser que nos dirigeants, qui avaient complètement raté la gestion des masques au départ de la pandémie, sans compter celle des tests, auraient retenu la leçon. Pas du tout : le vaccin contre la grippe, laquelle tue 10 000 personnes par an en moyenne, a totalement disparu des pharmacies alors qu'on est encore loin de l'hiver et qu'il faut un temps fou pour reconstituer les stocks ! Tout cela est très inquiétant sur la façon dont l'Élysée et Matignon gèrent cette crise tout en sortant l'arrosoir à milliards versés à tout-va et parfois n'importe comment dans l'économie.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)